



«Est-il juste d'énoncer, désormais, que le projet dit «Processus de Barcelone, Union pour la Méditerranée» est moins un projet français qu'un projet européen ?

Il s'agit d'une initiative à l'origine française qui est devenue un projet euro-méditerranéen. L'Europe s'est engagée pleinement dans un projet qui reflète une ambition commune de renforcer le partenariat avec nos voisins méditerranéens. Les propositions faites par la Commission en transformant la demande du Conseil européen en mars sont le résultat d'un processus de consultation avec tous les partenaires et constituent la base des discussions en vue d'un accord au sommet de Paris.

Selon vous, les pays européens qui ont contesté la première version du projet, c'est-à-dire la version française, étaient guidés par le souci réel de donner à cette démarche méditerranéenne un souffle nouveau ou, plutôt, étaient-ils guidés par la crainte de voir la France faire cavalier seul ?

Les relations avec la Méditerranée intéressent tous les Etats membres de l'Union européenne. C'est avec ce souci que

nous avons abordé certaines propositions initiales. Notre objectif commun est de consolider nos relations multilatérales, augmenter l'appropriation du processus par nos partenaires et le rendre plus visible pour les citoyens.

Quels sont les fondements que vous voyez à un projet européen spécifique pour un espace méditerranéen ?

Comme j'ai déjà souligné, il ne s'agit pas d'un projet spécifiquement européen. Les fondements de cette initiative sont à chercher dans le cadre multilatéral du Processus de Barcelone qui constitue l'instrument central des relations euro-méditerranéennes depuis 1995. La nouvelle initiative s'appuie sur les éléments qui ont bien fonctionné dans le processus de Barcelone et envisage de les renforcer.

Au point où nous en sommes, quelle est la configuration finale de ce projet en termes diplomatiques, d'institutions et de chantiers majeurs de coopération ?

Puisque la configuration finale est actuellement en discussion avec tous nos partenaires, je ne voudrais pas, à ce stade, m'avancer sur les décisions qui seront prises par les chefs d'Etat et de gouvernement. Le sommet du 13 juillet 2008 devra arrêter un accord sur la configuration institutionnelle du projet mais les consultations que nous avons entreprises jusqu'à présent indiquent que nous



avançons vers un consensus sur la base des quatre propositions faites par la Commission le 20 mai : la tenue de sommets tous les deux ans ; une coprésidence ; un comité conjoint pour une gouvernance plus partenariale et un secrétariat pour la promotion de grands projets régionaux.

Vous ne voyez pas de chevauchement entre ce projet et le processus de Barcelone à moins qu'il n'en soit juste le prolongement ainsi que la politique de bon voisinage initié par l'Union Européenne ?

Comme je l'ai déjà souligné, le Processus de Barcelone, ses objectifs et ses acquis restent d'actualité et les trois chapitres sur lesquels porte la coopération (dialogue politique, coopération économique et libre-échange, et dialogue humain, social et culturel) resteront au centre des relations euro-méditerranéennes. La nouvelle initiative imprimera un nouvel

élan à ce processus. En ce qui concerne la Politique européenne de voisinage, il s'agit essentiellement d'un cadre de coopération bilatérale, tandis que le Processus de Barcelone est une enceinte multilatérale. Mais il est clair que certaines des décisions qui seront prises au niveau régional auront un impact au niveau bilatéral, comme c'est déjà le cas dans le cadre du Processus de Barcelone.

Revenons aux aspects concrets du projet, si l'Union européenne, à l'évidence, rechigne à délier les cordons de la bourse, comment financer les projets envisagés par le projet d'Union pour la Méditerranée ?

L'UE et ses Etats membres apportent déjà un concours financier important à la région méditerranéenne. J'estime qu'un financement supplémentaire en faveur de projets et d'activités de portée régionale devrait provenir essentiellement de quatre sources : de la participation du secteur privé, de la coopération bilatérale des Etats membres de l'UE, des contributions des partenaires méditerranéens ainsi que des institutions financières internationales, banques régionales et autres fonds bilatéraux.

La démarche engagée au titre de ce projet, l'Union pour la Méditerranée, devrait, selon vous, contourner les problèmes essentiels qui ont déjà entravé le processus de Barcelone, en particulier le conflit du Proche-

Orient, ou, au contraire, devrait-elle les aborder de front ?

Le Processus de Barcelone a apporté une contribution au dialogue, à la paix, à la stabilité et à la prospérité dans la région. Cela dit, l'enceinte du Processus de Barcelone n'est pas le mécanisme approprié pour une résolution du conflit au Moyen-Orient.

Les opinions publiques de la rive sud de la Méditerranée semblent circonspectes vis-à-vis d'un projet qu'elles soupçonnent de vouloir introduire subrepticement — c'est-à-dire sans réelle contre-partie — Israël, comme partenaire naturel au sein de cet ensemble géopolitique important. Ces craintes sont-elles fondées ?

Le processus est un partenariat englobant 39 gouvernements et plus de 700 millions d'habitants. Israël est dans le partenariat depuis le début et ils seront donc membres de la nouvelle initiative. Nous allons bientôt compter avec quatre nouveaux pays : la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, le Monténégro et Monaco, ce qui est une preuve assez claire de l'intérêt qu'il suscite.

Le projet, justement, semble faire l'impasse totale sur ces opinions publiques de la rive sud puisque les sociétés civiles sont, quasiment, absentes dans la démarche qui est déjà entamée.

C'est ne pas le cas ! Les dialogues au sein du Processus de

Barcelone continueront, notamment dans les domaines politiques et de la société civile. Je vous rappelle qu'il existe une plateforme de la société civile très active dans la région. Je voudrais aussi vous rappeler le rôle fondamental de la Fondation Anna Lindh dans le dialogue interculturel. La fondation est un réseau de plus de 1 500 ONG dédiées au dialogue interculturel. Et n'oublions pas l'Assemblée parlementaire Euro-Med où les élus de la région débattent sur des questions essentielles pour nos sociétés.

Vous persistez, donc, à croire que ce projet de construction d'un ensemble euro-méditerranéen homogène et solidement structuré constitue un projet pérenne ?

Il s'agit d'un projet en évolution. Si les conflits qui assombrissent la région arrivent à une solution, il sera possible de renforcer encore plus nos relations.

M. C. M.

*** Benita Ferrero-Waldner est, depuis 2004, membre de la Commission européenne où elle est en charge des relations extérieures de la politique européenne de voisinage. Elle a été auparavant secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères (1995-2000), puis ministre fédérale des Affaires étrangères (2000-2004) dans son pays, l'Autriche. Diplomate de carrière, elle est juriste de formation.**

JEAN DUFOURCQ (CONTRE-AMIRAL) * :

«Le Sud méditerranéen ne doit pas être le «pare-choc» de l'Europe»

A la veille du lancement officiel du projet baptisé initialement «Union méditerranéenne» ou UM, et recalibré par les instances européennes en Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée ou UPM, il est intéressant de faire le point sur la nouvelle donne en Méditerranée. L'étape à venir pourrait constituer le point de départ d'une dynamique renouvelée pour tous les Méditerranéens. Le pari est lancé mais il n'est pas encore gagné. Tant s'en faut.

Comme on pouvait s'y attendre, le bilan contrasté des démarches lancées par la France reflète la complexité parfois désespérante du puzzle méditerranéen.

Pourtant, chacun peut mesurer depuis dix-huit mois la dynamique de ce projet qui mobilise les Méditerranéens, suscite souvent leur intérêt, déclenche parfois leur scepticisme mais qui surtout révèle leurs nombreuses frustrations et leur méfiance.

Cette dynamique engendre d'inévitables frictions euro-méditerranéennes qui sont à la mesure de l'espoir soulevé de faire enfin de la Méditerranée une zone de paix et de développement, une sorte de laboratoire de la mondialisation.

Peut-on réussir ce nouveau pari ? Chacun semble le souhaiter afin que le partenariat euro-méditerranéen trouve désormais des rails pour le conduire au succès.

Pour faire le point, on peut décomposer le problème en cinq constats-clés, cinq incertitudes rémanentes, trois précautions utiles, cinq retombées positives et six suggestions, en tout vingt-quatre points comme autant d'angles d'approche du projet.

Cinq constats-clés

a) **Tous méditerranéens !** Le projet a restauré la centralité de la Méditerranée entre Afrique et en Europe et focalisé l'attention générale des experts et des responsables poli-

tiques sur cet espace multiple à la fois carrefour et passerelle. L'Europe, l'Afrique se sont «re-méditerranéisées».

b) **Tous mobilisés !** La fracture socioéconomique que chacun observe obère le développement de la Méditerranée. Tous les riverains comme leurs voisins ont intérêt à la réduire rapidement et à rassembler leurs efforts déjà faits pour les rendre plus cohérents et plus efficaces.

c) **Tous d'accord** pour changer car l'environnement stratégique évolue rapidement et le cadre initial de Barcelone, est largement dépassé. Si le nouveau projet relance l'Euromed de Barcelone il doit aussi s'adapter à de nouvelles réalités politiques, économiques, culturelles et sociales, à de nouvelles frustrations, à la méfiance.

d) **Tous perplexes** devant l'évolution politique et technique du projet depuis son démarrage ; son souffle initial s'est épuisé, soit que l'idée de départ ait été dénaturée, soit qu'elle ait été trop imprécise ou trop ambitieuse, soit qu'elle n'a pas été assez nourrie par l'Union européenne et par les Sud-Méditerranéens, trop prudents.

e) **Tous conscients** que la co-décision projetée impose désormais l'équilibre des approches des riverains méditerranéens et la co-responsabilité. Il s'agit de fonder le nouveau partenariat sur des intérêts mieux partagés et des valeurs plus universelles, la parité et l'équité l'exigent.

Cinq incertitudes rémanentes

a) **Ce projet est toujours en devenir** ; son contenu reste incertain et notamment s'agissant de la gouvernance et des financements associés. L'essence même de la déclaration du 13 juillet fait l'objet de nombreuses interrogations. UPM : simple «Barcelone 2» ou véritable Union méditerranéenne à terme ?

b) **De plus en plus technique et de moins en moins politique**, ce projet est devenu aussi de plus en plus institutionnel. Il s'éloigne de facto des besoins quotidiens des peuples. Quel

va pouvoir être son écho réel en Méditerranée ?

c) **Les blocages bien connus de Barcelone n'ont pas disparu** : conflits périphériques violents, latents ou gelés qui freinent toute coopération, méfiance Sud/Sud, compétition larvée Est Europe/Sud Europe, peuples du Sud en tension avec des Etats autoritaires, intégration malaisée de l'islamisme politique dans la vie publique ... Comment dépasser aujourd'hui ces limites ?

d) **Une passivité récurrente des Sud-Méditerranéens** conjuguée à une tendance à l'absence d'autocritique, à la faiblesse des positions communes sud-méditerranéennes et à la modestie des propositions constructives. Comment articuler et porter les visions constructives du Sud ?

e) **Urgence ou patience ?** Faut-il prendre la voie des petits pas pour satisfaire toutes les exigences des participants concernés ou accélérer les réalisations car l'urgence des tensions constatées impose une avancée résolue pour éviter les catastrophes annoncées ? Il n'y a pas accord sur le rythme de développement de ce projet.

Trois précautions à prendre

a) **Ne pas négliger le rôle essentiel des acteurs extérieurs**, ni méditerranéens, ni européens, dans le développement de la Méditerranée où ils ont des partenariats et des intérêts forts ; c'est le cas historique des Etats-Unis et de la Russie ; c'est celui de la nouvelle présence chinoise et sud-américaine.

b) **Eviter que le Sud méditerranéen ne devienne «le pare-choc»** de l'Europe face à l'Afrique. La liaison des continents par le Bassin méditerranéen ne doit pas se faire au détriment exclusif des riverains. Elle doit être mieux pensée et organisée.

c) **Ne jamais oublier que les principales sources d'insécurité** sont d'origine interne et d'ordre sociétal. Mais que c'est en diminuant l'insécurité ambiante qu'on renforcera la confiance générale

et qu'on créera un climat favorable au développement et à la résolution des conflits violents, latents et gelés qui ont pris en otage la Méditerranée et miné jusqu'ici le processus de Barcelone.

Mais déjà cinq retombées positives

a) **Multiplication des contacts trans-méditerranéens**, des forums intermédiaires, des réunions préparatoires, des mini-sommets (ex : Tripoli), autant d'occasions nouvelles de dialogue Sud/Sud ; une certaine forme de solidarité transméditerranéenne pourrait enfin se développer qu'il faut encourager.

b) **Apparition timide d'une nouvelle valeur de référence**, l'intérêt commun méditerranéen, l'intérêt général des Méditerranéens (ex : dépollution de la Méditerranée, sécurité sanitaire et alimentaire des Méditerranéens)

c) **Approfondissement du dialogue intra-européen** sur les partenariats et les voisinages de l'Union européenne ; utile mise à l'épreuve de la solidarité franco-allemande face à des priorités stratégiques divergentes ; nouvel étalonnage de l'utilité de la Commission européenne.

d) **Validation discrète de la dimension sous-régionale du développement** avec la mise en évidence de la fécondité et du pragmatisme des procédures «5+5» de la Méditerranée occidentale.

e) **Calendrier de suivi du projet UPM** étoffé avec de nombreuses occasions à venir d'approfondissement de ses différentes dimensions lors de la prochaine présidence de l'UE (une réunion thématique toutes les 3 semaines en moyenne).

Pour finir six suggestions

a) **Donner la priorité aux vrais défis**, ceux qui concernent directement les peuples méditerranéens, emploi, circulation, désertification, eau et énergie, environnement ...

b) **S'attacher à établir des projets concrets**, visibles, structurants et fédé-

rateurs, plus économiques et industriels que commerciaux ou financiers.

c) **Libérer les énergies et développer les initiatives et les investissements** intérieurs et extérieurs et ne pas compter que sur les sommets, les déclarations et les institutions pour répondre aux questions posées par la sécurité et le développement.

d) **Imaginer des formules nouvelles de médiation et de développement**, comités de sages, critères de convergence socio-économiques, politiques sectorielles communes, mécanismes transméditerranéens d'arbitrage, de confiance et de sécurité, équipes intégrées d'analyse et de prévision ...

e) **Ne pas trop copier l'expérience européenne** ; éviter l'attentisme de la nécessaire patience ; lui préférer l'obstination de l'ambition qui force la décision. Créer des stimulants permanents et prendre des risques.

f) **Donner la priorité absolue à la connaissance** partagée et à l'économie du savoir ; la «Méditerranée du savoir» doit devenir le premier objectif commun qui conduit au développement sécurisé et pérenne de l'espace méditerranéen.

Pour conclure, regarder en commun l'avenir de la Méditerranée, c'est aussi établir sans délai des «petits noyaux de recherche stratégique intégrée» capables de produire des analyses et de formuler des recommandations pour que les Méditerranéens de 2020 ou 2030 soient plus solidaires, plus sûrs, plus prospères, plus sereins que leurs prédécesseurs de 2008. Au secrétariat permanent envisagé doit être adjoint en permanence et sur la rive Sud, «un Centre d'analyse et de prévision méditerranéen» qui le renseigne et le stimule. J. D./

*** Directeur de recherche au CEREM et président du groupe de recherche sur l'Union méditerranéenne (GRUM) à l'École militaire Paris, le contre-amiral (CR) Jean Dufourcq est très impliqué dans la réflexion stratégique autour du projet «Union pour la Méditerranée»**